

Les Croix de feu et l'extrême droite contemporaine : similitudes et différences

I. Contexte et naissance des Croix de Feu : une droite de la revanche

Les Croix de Feu sont créées en 1927 par le lieutenant-colonel d'infanterie Maurice d'Hartoy. À l'origine, il s'agit d'une association d'anciens combattants de la Première Guerre mondiale, décorés de la Croix de guerre. Rapidement, sous la direction du colonel de La Rocque à partir de 1930, elles deviennent un mouvement nationaliste structuré, voire proto-fasciste selon certains historiens.

Les années 1930 en France sont marquées par l'instabilité politique, la peur du bolchevisme, la montée des tensions sociales et l'essor des régimes autoritaires en Europe. Dans ce contexte, les Croix de Feu prônent l'ordre, la discipline, le culte du sacrifice, le rejet du parlementarisme, tout en évitant les outrances fascistes de certains de leurs contemporains (comme les ligues d'extrême droite de type Jeunesses patriotes ou Solidarité française).

II. Extrême droite d'aujourd'hui : un nationalisme républicanisé ?

L'extrême droite française contemporaine — dont les principales incarnations sont le Rassemblement national (RN), Reconquête, ou divers courants identitaires — évolue dans un contexte radicalement différent : démocratie stabilisée, construction européenne, mondialisation, société post-industrielle, montée des préoccupations identitaires et écologiques.

Cette extrême droite met aujourd'hui l'accent sur la souveraineté nationale, la lutte contre l'immigration, la défense de l'identité française et une forme de protection sociale nationale. Elle a abandonné la violence politique explicite, récusé (au moins officiellement) l'antisémitisme biologique, et prétend désormais défendre les « valeurs républicaines » — y compris la laïcité.

III. Similitudes idéologiques : un même soubassement nationaliste

1. Le rejet du système parlementaire et de ses élites

- Les Croix de Feu dénonçaient la “République des partis”, le désordre parlementaire, la corruption.
- L'extrême droite actuelle dénonce « l'oligarchie », « le système », « la caste » : un vocabulaire modernisé pour un même ressentiment contre les élites politiques.

2. Le culte de l'ordre, de la patrie et de l'autorité

- Le discours des Croix de Feu exaltait l'armée, la hiérarchie, le sacrifice.
- Aujourd'hui, l'appel à l'ordre, au redressement national, à une autorité forte reste un totem du RN et des droites dures.

3. La centralité de la nation comme communauté exclusive

- Les deux discours se structurent autour d'une France idéalisée, homogène, menacée par l'étranger (extérieur ou intérieur).

- La menace hier : les communistes, les juifs, les francs-maçons ; aujourd'hui : l'immigration, l'islamisme, l'Union européenne.

4. *La peur du déclin*

- Les deux mouvements se nourrissent d'une narration décliniste : la France serait en chute libre, trahie par ses élites, rongée de l'intérieur.

IV. Différences majeures : du militarisme à la respectabilité électorale

1. *Une violence politique aujourd'hui désavouée*

- Les Croix de Feu formaient des cortèges militarisés, parfois armés, et participaient à la logique des ligues.
- L'extrême droite actuelle mise sur les urnes, non la rue. Elle s'inscrit dans le jeu démocratique (même si elle prétend que celui-ci est biaisé).

2. *L'évolution du discours sur la République*

- La Rocque finit par s'opposer à l'extrême droite putschiste en 1934, et convertit ses Croix de Feu en Parti social français (PSF), plus républicain.
- Le RN, autrefois violemment anti-républicain, se républicanise en surface : la laïcité, la souveraineté populaire, l'égalité, sont désormais invoquées — souvent dans un sens conservateur.

3. *L'antisémitisme remplacé par l'islamophobie ?*

- Les Croix de Feu, sans être aussi violemment antisémites que d'autres ligues, appartiennent à un climat où l'antisémitisme d'État est toléré, voire légitimé.
- Aujourd'hui, l'antisémitisme est récusé officiellement (même si persistant dans certains milieux radicaux), mais on observe un déplacement du discours de rejet vers l'islam et les populations issues de l'immigration maghrébine et subsaharienne.

4. *Un public élargi et diversifié*

- Les Croix de Feu s'adressaient à des classes moyennes, souvent catholiques, nationalistes, et masculines.
- L'extrême droite contemporaine touche un électorat plus large : jeunes, femmes, ouvriers, parfois des anciens électeurs de gauche. Son discours s'est adapté au marché électoral.

V. Une différence de régime et d'ambition politique

Les Croix de Feu évoluaient dans un régime démocratique fragile, avec en toile de fond l'ombre croissante des fascismes. Leur ambition n'était pas seulement de gouverner, mais de changer radicalement le régime, voire de le renverser. En revanche, l'extrême droite actuelle vise la conquête du pouvoir par les urnes, en respectant formellement les institutions — même si beaucoup de ses adversaires y voient un projet illibéral ou autoritaire à terme.

VI. Conclusion : reflets d'une même inquiétude nationale ?

Si l'extrême droite contemporaine et les Croix de Feu ne sont pas interchangeables, elles partagent une matrice émotionnelle commune : la peur du déclin, le besoin de repères, la recherche d'un bouc émissaire, le culte de l'autorité.

Mais les formes ont changé. Le nationalisme d'aujourd'hui parle de République, de démocratie directe, de liberté d'expression. Il se veut moderne, numérique, adapté à l'ère des médias. L'uniforme militaire a été troqué pour le costume de candidat.

Reste que les ressorts profonds du nationalisme excluant, ceux qui nourrissaient les ligues d'hier, réapparaissent dans les discours d'aujourd'hui — souvent sous des termes plus policés, mais non moins redoutables.

L'histoire des Croix de Feu : des anciens combattants à la tentation autoritaire (1927–1936)

I. Une association d'anciens combattants (1927–1930)

Les Croix de Feu naissent en 1927, à l'initiative de Maurice d'Hartoy, écrivain et officier, dans un contexte où la mémoire de la Première Guerre mondiale reste omniprésente. L'idée initiale est simple : rassembler les anciens combattants titulaires de la Croix de guerre, décorés pour leur bravoure. C'est donc, au départ, un groupement patriotique et apolitique, centré sur la fraternité d'armes et le culte du sacrifice national.

Mais très vite, cette fraternité prend une coloration politique. Dans une France secouée par les tensions sociales et politiques (grèves, montée du communisme, instabilité parlementaire), le mouvement devient un terreau fertile pour une droite réactionnaire qui entend défendre l'honneur des anciens combattants et les "valeurs françaises".

II. Le tournant avec le colonel de La Rocque (1930–1934)

Le véritable tournant s'opère en 1930 avec l'arrivée à la tête du mouvement de François de La Rocque, officier de carrière, catholique, monarchiste de culture mais modernisateur de stratégie. Sous sa direction, les Croix de Feu deviennent un mouvement de masse.

La Rocque restructure l'organisation sur un modèle semi-militaire :

- Sections locales, discipline stricte, uniformes, cortèges organisés.
- Défilés ordonnés, drapeaux, mise en scène d'une force virile, sérieuse et prête à l'action.

Mais contrairement à d'autres ligues d'extrême droite de l'époque (comme les Jeunesses patriotes de Taittinger ou Solidarité française de Jean Renaud), les Croix de Feu refusent la violence de rue, préférant l'ordre à la brutalité, la démonstration à la provocation.

Leur idéologie s'affine : nationalisme autoritaire, anti-communisme virulent, culte de l'autorité, critique du parlementarisme, attachement à la tradition, et une certaine inspiration sociale (solidarité nationale, opposition au libéralisme économique). Ils rejettent le fascisme italien et le nazisme allemand, mais flirtent avec un nationalisme de type conservateur-réactionnaire.

III. Le 6 février 1934 : une force en suspens

La date du 6 février 1934 est décisive. Ce jour-là, à la suite du scandale Stavisky et de la crise institutionnelle, plusieurs liges d'extrême droite manifestent à Paris, place de la Concorde, contre la République parlementaire. Des émeutes éclatent, violemment réprimées. Le gouvernement Daladier démissionne.

Contrairement aux autres liges, La Rocque refuse d'engager ses hommes dans la violence, préférant un retrait maîtrisé. Cette attitude lui vaut les critiques de l'extrême droite la plus radicale, mais renforce sa stature légaliste et républicaine auprès d'une droite plus conservatrice.

Après cette date, les Croix de Feu deviennent un des mouvements les plus populaires de droite, avec environ 300 000 membres à leur apogée. Ils recrutent dans les classes moyennes, les petits fonctionnaires, les anciens combattants, et une frange de la bourgeoisie catholique. Le mouvement est surtout masculin, mais dispose d'une branche féminine.

IV. L'interdiction des liges (1936) et la fondation du Parti social français

Avec la victoire du Front populaire en mai 1936, le gouvernement de Léon Blum entend désarmer la menace des liges. En juin 1936, un décret-loi interdit les organisations paramilitaires et les groupes pouvant troubler l'ordre public. Les Croix de Feu sont dissous.

Mais La Rocque rebondit immédiatement en créant un nouveau parti politique : le Parti social français (PSF). Ce nouveau parti se veut démocratique, électoraliste, discipliné. Il reprend une partie de l'idéologie des Croix de Feu — nationalisme, ordre, autorité — mais sous une forme républicaine et sociale. Le PSF défend une "République forte", le corporatisme, la défense des classes moyennes.

Ce glissement du mouvement de ligue à un parti de masse le distingue radicalement du fascisme italien ou du nazisme. Le PSF devient, à la fin des années 1930, le plus grand parti de droite en France, avec près de 800 000 adhérents en 1939.

V. La Seconde Guerre mondiale et la fin de l'aventure

Lorsque la guerre éclate en 1939, La Rocque soutient l'effort national. Il est fait prisonnier par les Allemands en 1940. À son retour, il refuse de collaborer avec le régime de Vichy, même s'il salue initialement la fin de la République parlementaire.

En 1942, il entre dans la Résistance, dans un réseau de renseignement allié. Il est arrêté par la Gestapo en 1943 et déporté. À la Libération, son image est réhabilitée, bien qu'il reste critiqué pour sa compromission initiale avec Vichy.

Bilan historique : un nationalisme à part

Les Croix de Feu incarnent une forme originale de nationalisme conservateur, qui oscille entre légalisme républicain et tentation autoritaire. Contrairement à d'autres liges, ils ne sombrent ni dans le fascisme pur ni dans l'insurrection armée. Sous la houlette de La Rocque, ils marquent la naissance d'une droite de masse, disciplinée, moderne, dont certaines idées survivront dans les mouvements de droite du XX^e siècle.

Ils constituent un chaînon historique entre le boulangisme, le monarchisme maurassien, et la droite souverainiste et identitaire contemporaine — même si leurs formes d'organisation et de discours ont profondément évolué.

Dans le bruissement sourd de l'histoire, les Croix de Feu s'élèvent comme une ombre militaire dans l'entre-deux-guerres, surgies des tranchées et des honneurs blessés de la Grande Guerre. Mouvement d'anciens combattants, elles portaient dans leur nom même l'éclat funèbre des médailles gagnées dans la boue et le sang. Ce n'était pas une ligue comme les autres : c'était une armée sans combat, alignée derrière un chef en uniforme, le colonel de La Rocque, et rassemblée dans une France que rongeaient le doute démocratique, la peur rouge et l'instinct d'ordre.

Elles rêvaient d'une France forte, hiérarchique, rassemblée autour de l'autorité, enracinée dans ses traditions, méfiante des foules agitées, des discours de la République parlementaire, des utopies venues de Moscou. Ce nationalisme-là, discipliné, moral, était moins flamboyant que les fascismes voisins, mais il partageait avec eux une haine viscérale de la décadence et un désir d'ordre. Sous les bannières blanches et les croix de guerre arborées sur les poitrines, c'était toute une vision du monde qui s'avancait, grave, droite, et résolue à protéger la France des désordres de son siècle.

Et de ce rêve d'unité verticale, que reste-t-il aujourd'hui, dans les artères de l'extrême droite contemporaine ? Bien des choses, à dire vrai. Le goût de l'autorité, d'abord. Le besoin de restaurer l'ordre dans une société jugée fragmentée, affaiblie, désorientée. Ce sentiment que la République, telle qu'elle fonctionne, a perdu le sens du commandement, de la cohésion, de l'identité. Ce même réflexe de se tourner vers un chef incarné, figure de proue censée guider le peuple sans fléchir devant les débats stériles. Le mouvement de La Rocque détestait les bavardages des assemblées ; certains discours politiques d'aujourd'hui n'ont pas changé de cible.

La peur aussi a changé de visage, mais non de fonction. Hier, c'était le bolchévique, l'agitation rouge, la subversion prolétarienne. Aujourd'hui, c'est l'immigration, l'islam politique, le multiculturalisme. Il faut un ennemi, pour cimenter l'unité d'un camp. Le communisme d'hier a cédé la place au "péril identitaire" brandi dans les discours, avec la même vigueur accusatrice. Ce n'est plus l'internationalisme marxiste qui inquiète, mais le grand remplacement fantasmé, la dilution culturelle, l'effacement supposé des repères nationaux.

La fibre sociale des Croix de Feu, elle aussi, a laissé des traces. Ils défendaient les petits, les oubliés, les classes moyennes qui n'avaient ni capital ni tribune. Leur héritage se retrouve dans la rhétorique sociale de l'extrême droite actuelle : dénonciation des élites, défense des retraités, hostilité au capitalisme sans patrie, valorisation des métiers manuels, de la terre, des traditions. Mais c'est un social limité au cadre national : les aides, les droits, la solidarité, tout cela doit bénéficier d'abord, sinon uniquement, aux "vrais Français". Hier comme aujourd'hui, le social est au service de l'identité, et non l'inverse.

Ce nationalisme populaire, ce souverainisme autoritaire, cet appel à l'ordre mêlé de méfiance envers les élites et de rejet des marges, forment une veine profonde, souterraine, qui court du Paris des années 1930 aux campagnes électorales du XXI^e siècle. Certes, les Croix de Feu

étaient en uniforme et marchaient au pas ; les héritiers d'aujourd'hui parlent dans les studios et les plateaux, vêtus de mots bien repassés et de cravates républicaines. Mais le fond, souvent, affleure sous la forme. L'uniforme s'est effacé, mais la silhouette est restée.

Bien sûr, il y a des différences. L'antisémitisme qui sourdait dans certains cercles d'alors n'est plus toléré officiellement. La République, qu'on rêvait de renverser, est désormais embrassée — au moins dans les discours — au nom d'une laïcité souvent brandie comme un bouclier identitaire. Le vote a remplacé la rue, le parti a pris le relais de la ligue, le verbe a supplanté le bras levé.

Et pourtant, dans le bruissement des discours d'aujourd'hui, dans le ton grave et offensif de certains tribunaux médiatiques, dans la verticalité réclamée des pouvoirs, dans les accents de peur et de protection nationale, on entend, comme un écho assourdi, la voix de ces anciens croisés de la discipline. Les Croix de Feu sont mortes il y a presque un siècle, mais certaines de leurs idées, remodelées, filtrées, polies, continuent de respirer dans les marges — parfois au cœur — du débat politique contemporain, et c'est évidemment dangereux pour notre société.